

L'histoire économique du Royaume-Uni montre que, même à l'apogée de la puissance de son empire, ses liens avec l'Europe restaient vitaux

Brexit : le mythe du « grand large »

Un royaume plus européen qu'il ne le croit

La Grande-Bretagne et l'Europe convergent de plus en plus depuis deux siècles, analyse Jean-Pierre Dormois, historien de l'économie britannique

Par JEAN-PIERRE DORMOIS

Le slogan des brexiters de « reprendre le contrôle » a des accents prométhéens, mais sa réalisation se heurte à des obstacles formidables, résultat des évolutions économiques intervenues au cours des deux siècles passés au Royaume-Uni.

Car un tel projet sous-estime d'abord le degré de convergence culturelle et d'interdépendance économique auquel le Royaume-Uni a été exposé au sein de l'Europe depuis cinquante ans. Ensuite, le projet d'un « retour au libre-échange », promu par le camp du Brexit « dur », fait fi à la fois des conditions dans lesquelles celui-ci a réellement fonctionné au XIX^e siècle, et de celles dans lesquelles il est praticable à notre époque. Enfin, les partisans du Brexit n'arrivent pas à se résoudre au fait que les bases de la richesse et de la puissance ont radicalement changé entre 1914 et 2018.

Après le référendum de 2016, les médias pro-Brexit ont découvert que le Royaume-Uni réalisait la moitié de son commerce extérieur (53 % des importations et 44 % des exportations en 2017) avec ses partenaires de l'Union européenne (UE). Mais ce n'est là que la partie émergée de l'iceberg. Car non seulement l'intégration économique de la Grande-Bretagne à l'Europe ne date pas de son adhésion au marché commun, puisqu'elle remonte au début du XIX^e siècle, mais encore le phénomène d'intégration culturelle des sociétés européennes intervenu au XX^e siècle n'a pas épargné la Grande-Bretagne. Peugeot est la marque automobile la plus vendue du royaume, dans les pubs on sert plus d'expressos ou de cappuccinos que d'*English breakfasts*, Santander y est la 4^e banque de détail, et allez donc repérer un(e) Britannique à l'étranger par sa tenue vestimentaire !

PERTE DE SPÉCIFICITÉS

Ces manifestations anecdotiques d'une convergence des modes de vie en laisse supposer d'autres, plus pro-

fondes. L'économie britannique a perdu au fil du XX^e siècle ses spécificités et s'est progressivement alignée, à la suite de la crise des années 1930 et de la seconde guerre mondiale, sur le modèle continental de développement autocentré, de protectionnisme, d'Etat social et d'économie dirigée. Ce modèle est même demeuré la pièce centrale du consensus bipartisan jusqu'aux années 1970 sous le nom de « Butskellism » (contraction des noms des deux chanceliers de l'Echiquier de l'époque, le conservateur Rab Butler et le travailliste Hugh Gaitskell).

La propagande du camp du « Leave » a également vendu à ses électeurs la perspective d'un Royaume-Uni libéré des « entraves » imposées par les règlements communautaires, et libre de commercer avec le monde entier. La Grande-Bretagne pourrait ainsi, à brève échéance, devenir « Singapore-on-Thames », la « nation de boutiques » du XXI^e siècle.

Mais les Britanniques plus que les autres devraient savoir que le libre-échange « ne pousse pas sur les arbres ». De 1846 à 1931, le gouvernement britannique a effectivement poursuivi une politique unilatérale de libre-échange à un degré inégalé jusqu'alors comme depuis. Mais elle n'a vraiment porté ses fruits qu'après l'accord de libre-échange franco-britannique de 1860, auquel ont souscrit alors en quelques années la quasi-totalité des nations commerçantes de l'ancien monde, donnant naissance à ce que l'historien Peter Marsh a appelé le « premier marché commun » (*Bargaining on Europe: Britain and the First Common Market 1860-1892*, Yale University Press, 1999, non traduit).

Pour la plupart des Britanniques, une telle politique d'ouverture sur le monde est à la fois simple à mettre en œuvre et une question de principe. L'historien Frank Trentmann a montré comment le libre-échange était devenu, à l'époque victorienne, plus que le « politiquement correct » des gens-comme-il-faut, une espèce de religion (*Free Trade Nation. Commerce, Consumption and Civil Society in Modern Britain*, Oxford University Press, 2008, non traduit).

Mais une telle vision passe sous silence la logistique nécessaire au bon fonctionnement de ce réseau d'échanges : l'immense effort de standardisation des normes et procédures obtenus à force de conférences internationales

ad hoc qui se succédèrent jusqu'à la première guerre mondiale (navigation et signalisation maritime, poids et mesures, fuseaux horaires, etc.). La vérité la mieux cachée par les dirigeants britanniques est que l'UE est essentiellement cela, un organisme de régulation et de coordination transnational extrêmement sophistiqué et pour un coût finalement dérisoire : la contribution britannique à l'UE représente 0,003 % de la valeur des exportations...

DÉPENDANTE DE L'EXTÉRIEUR

Avant 1914, la supériorité britannique – un revenu par tête supérieur de 30 % à la moyenne européenne – reposait sur son insertion quasi optimale dans la division internationale du travail et dans les revenus retirés de ses investissements à l'étranger. Mais la diffusion de l'industrialisation et les deux guerres mondiales ont réduit à néant cet avantage initial, logeant les Britanniques à la même enseigne que leurs voisins continentaux. En 1914, les investissements cumulés des Britanniques à l'étranger représentaient 200 % du PIB – un sommet jamais égalé – qui générait un revenu annuel supérieur à la valeur ajoutée de l'industrie sidérurgique.

Ces avoirs ont disparu corps et biens au cours des deux conflits mondiaux ; pis, la Grande-Bretagne est devenue dépendante de l'extérieur pour ses besoins de financement. Sans l'aide américaine, elle aurait dû cesser le combat en 1943. En 1945, la dette publique atteignait 250 % du PIB, ce qui aurait dû provoquer la faillite du système monétaire. Cette révélation, au moment des accords de Bretton Woods, a fait dire à Keynes que la fin de la livre sterling comme monnaie de réserve représentait « le coup le plus dur porté à la Grande-Bretagne depuis l'agression nazie ». Quinze ans plus tard, le caricaturiste Vicky résumait dans l'*Evening Standard* le sentiment des Britanniques en dessinant le futur chancelier Ludwig Erhard tançant le premier ministre Macmillan en ces termes : « Vous avez fait une erreur majeure de politique économique en 1945 : vous avez gagné la guerre. » ■

J Jean-Pierre Dormois est professeur d'histoire économique à l'Institut d'études politiques de Bordeaux

La nostalgie impériale, ou le retour du refoulé

Les références des partisans du Brexit à un passé jugé glorieux dissimulent mal une vision teintée de xénophobie et d'oubli des tragédies de la colonisation, observe l'historienne Guillemette Crouzet

Par **GUILLEMETTE CROUZET**

Dans le discours europhobe préchant pour un Brexit « dur », on a pu voir fleurir, parfois ouvertement, parfois de façon déguisée, de nombreuses références au passé impérial de la Grande-Bretagne. Lors d'une déclaration en janvier 2017, Theresa May a estimé que la nouvelle Grande-Bretagne, sortie de l'UE, aurait la capacité de « *construire des relations aussi bien avec de nouveaux alliés qu'avec de vieux amis* », c'est-à-dire ses anciennes colonies. Plus récemment, en janvier 2018, lors d'un déplacement en Chine, la première ministre a évoqué la naissance, après mars 2019, d'une « *Global Britain* », une Grande-Bretagne « mondiale ». Le secrétaire d'Etat au commerce international, Liam Fox, martèle que la signature d'accords commerciaux préférentiels avec les Etats-Unis, l'Inde ou l'Australie sera chose aisée une fois le Brexit survenu.

Boris Johnson, que l'on a entendu réciter les premiers vers du poème *Mandalay* de Rudyard Kipling lors de sa visite de la pagode Shwedagon à Rangoon, en Birmanie, alors qu'il était encore ministre des affaires étrangères, répète inlassablement que la Grande-Bretagne a, en rejoignant en 1973 la Communauté économique européenne (CEE), trahi les liens qu'elle entretenait depuis des siècles avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces deux pays sont membres du Commonwealth, qui compte 53 Etats. Les fantômes de l'histoire impériale britannique hantent le débat sur le Brexit.

POTENTIELLE « ANGLOSPHÈRE »

Si l'on en croit les brexiters, en larguant les amarres qui l'enchaînent à un continent assujéti à Bruxelles, la Grande-Bretagne pourrait pleinement renouer avec son histoire, celle d'une île partie

dès le XVI^e siècle et le règne d'Elizabeth I^{re} à la conquête des mers et d'un immense empire. La Grande-Bretagne, toujours selon les brexiters, n'aurait que peu en commun avec le reste de l'Europe alors qu'elle partagerait une histoire commune et nombre de valeurs avec son ex-empire. Rejoindre la CEE aurait été un renoncement à cette destinée globale.

Mais avec quelle idée d'empire les partisans du Brexit souhaitent-ils renouer ? Il est beaucoup question d'une potentielle « anglosphère ». Souvent liée à d'autres concepts comme ceux de « Greater Britain » et de « Old Commonwealth », l'anglosphère est l'association potentielle de la Grande-Bretagne avec ses anciennes colonies de peuplement (Nouvelle-Zélande, Canada, Australie). Des valeurs, une histoire partagée, la « *common law* » seraient autant d'éléments constituant le socle dur de cette union, comme l'a rappelé l'ex-secrétaire d'Etat au Brexit David Davis. Les Etats-Unis, l'Inde, Singapour, Hongkong et certains pays anglophones d'Afrique pourraient être invités à rejoindre cette zone aux frontières floues. Il s'agit pourtant d'une vieille idée, datant de l'époque victorienne et déjà évoquée par le premier ministre Joseph Chamberlain au début du XX^e siècle. Elle a d'ailleurs fait son come-back dans la vie politique britannique après l'effondrement du bloc soviétique.

Derrière ces projets de nouvelles fédérations impériales se cache mal la volonté de faire renaître un empire « blanc » et xénophobe. L'apologie d'un empire retrouvé se fait à travers un discours raciste, critiquant l'immigration, où l'on retrouve en filigrane des éléments du tristement célèbre discours *Rivers of Blood* du parlementaire conservateur Enoch Powell qui, le 20 avril 1968, formula une charge extrêmement violente contre les immigrés

venus de l'ex-empire.

INQUIÉTANTE ABSENCE DE REcul

Le débat entre les partisans du « *leave* » et du « *remain* », entre la vision d'une Grande-Bretagne européenne et celle d'une Grande-Bretagne impériale, est en réalité ancien. Résumé par Churchill à travers l'image des trois cercles – l'Europe, le Commonwealth, les Etats-Unis, dont seuls les deux derniers comptaient vraiment –, il traverse toute l'histoire des îles Britanniques depuis le XVIII^e siècle. Deux historiens, Linda Colley et George M. Trevelyan, ont pourtant remis en question l'idée d'un exceptionnalisme britannique. Certes, la Grande-Bretagne a été une grande nation impériale, mais son histoire s'est aussi faite en Europe et avec les nations européennes, avec qui elle partage autant de valeurs qu'avec ses anciennes colonies.

Cet utopisme impérial ne peut qu'inquiéter. La Grande-Bretagne globale et impériale, dont Boris Johnson et Jacob Rees-Mogg, député de la droite conservatrice, chantent les louanges, fut aussi celle du massacre d'Amritsar (1919), des camps d'internement des guerres des Boers (1899 – 1902) et des carnages de la partition des Indes (1947). Comme le soulignait dans le *New York Times* du 17 janvier l'essayiste indien Pankaj Mishra, le passé colonial de la Grande-Bretagne et le spectre des millions de morts de la partition semblent, non sans ironie, planer désormais sur le point le plus épineux des négociations du Brexit : le retour d'une possible frontière entre les deux Irlandes... ■

G Guillemette Crouzet est chercheuse au département d'histoire de l'université de Warwick (Grande-Bretagne)

Les ambiguïtés de l'expansion

Le souvenir d'un empire fondé sur le libre-échange gomme l'héritage du mercantilisme, de la traite coloniale et de l'économie de plantation qui l'ont précédé, détaille l'historien Jean-François Dunyach

Par JEAN-FRANÇOIS DUNYACH

Dans la mémoire historique des Britanniques, l'empire est sans nul doute l'un des souvenirs les plus vivaces. Ce thème de choix des eurosceptiques, qui opposent volontiers le destin global du Royaume-Uni à sa trahison que serait le projet européen, a connu un récent succès avec le Brexit lorsque, en 2017, le projet de resserrement des liens économiques avec les pays africains du Commonwealth a été qualifié d'« *Empire 2.0* ».

S'il n'y eut formellement d'empire britannique qu'en 1876, lorsque la reine Victoria prit le titre d'impératrice des Indes, les historiens s'accordent cependant à distinguer un premier moment impérial amorcé par la colonisation de l'Irlande à la fin du XVI^e siècle, avant une première implantation en Virginie (1607). Essentiellement nord-américaine et caraïbe, cette colonisation fut volontiers déléguée par l'Etat anglais à des compagnies à charte, qu'elles soient commerciales (comme l'East India Company fondée en 1600) ou de peuplement (la Caroline fondée en 1663), voire dévouée à des particuliers (la Pennsylvanie fondée par William Penn en 1681).

**ON SERAIT, EN SOMME,
PASSÉ DE L'EMPIRE
DU LUCRE À CELUI
DE LA CIVILISATION.
FORCE EST DE CONSTATER
QU'IL N'EN FUT RIEN**

Entre 1600 et 1700, près de 1 million de Britanniques, dont 70 % d'Anglais, partent pour l'Irlande et les colonies américaines, ponction considérable sur une population estimée à 8 millions d'habitants en 1700. Au XVIII^e siècle, ils sont encore 300 000 (à 70 % Ecossais et Irlandais) à choisir le départ. S'y ajoutèrent les victimes de l'essor de l'économie de plantation. Des quelque 12 millions d'esclaves africains victimes de la traite transatlantique, la Grande-Bretagne en déporta 3,5 millions entre 1660 et 1807 (dont 450 000 moururent en route), devenant la première puissance négrière du XVIII^e siècle. Liverpool est alors le premier port de traite, avec 1,5 million de transports. Vers 1750, les Africains représentaient 85 % de la population des Antilles britanniques.

PROTÉGER LE MARCHÉ INTÉRIEUR

La gestion de l'empire fut fondée jusqu'au XIX^e siècle sur un mercantilisme qui ne distinguait guère la Grande-Bretagne de ses rivaux européens. La volonté de protéger le marché intérieur motiva, à partir de 1651, une série d'actes de navigation qui réservèrent produits et marchés coloniaux aux seuls marchands et navires anglais, tout en protégeant jalousement les producteurs métropolitains contre la concurrence des colons. Si l'empire représentait moins d'un cinquième des exportations de la métropole vers 1700, il en couvrait 60 % à la veille de l'indépendance américaine (1783). Cet essor de l'économie impériale est illustré par la bascule du port de Londres dans la mondialisation : de 1680 à 1780, la part de son commerce en denrées hors Europe passe de 30 % à 65%. Sucre et rhum des Antilles, tabac de Virginie, thé, épices et cotonnades des Indes, porcelaines de Chine sont largement réexportés vers le continent.

Mais l'administration de cet ensemble, tout comme le « projet » impérial, releva d'un véritable bricolage institutionnel où couronne, ministères, bureau du commerce (*Trade Board*), administration fiscale, amirauté et Parlement avaient leur mot à dire. Si, au XVII^e siècle, les succès face à la France confortèrent le sentiment national par la célébration du triomphe des libertés anglaises et du protestantisme sur l'absolutisme continental, les revers furent aussi cruels : le poids des guerres impériales et l'autoritarisme métropolitain conduisirent ainsi à une rigoureuse politique fiscale qui poussa les colons d'Amérique à la révolte en 1776.

Pour éluder les affres de la défaite de 1783, le discours libéral établi, au XIX^e siècle, une reconfortante césure : après le premier empire – américain, mercantiliste, esclavagiste et autoritaire –, la perte de l'Amérique aurait vu l'avènement d'un second âge, marqué par une bascule vers l'Asie, l'abolition de l'esclavage et l'établissement du libéralisme. On serait, en somme, passé de l'empire du lucre à celui de la civilisation. Force est de constater qu'il n'en fut rien. La conquête du Canada, tout comme la rapide reprise du commerce avec les anciennes treize colonies, entretint longtemps le rêve américain chez les Britanniques ; de même, les vieilles pratiques mercantilistes continuèrent largement. Après l'abandon de la traite en 1807, l'esclavage ne fut aboli qu'en 1833 et le système des plantations fut perpétué à grand renfort de main-d'œuvre importée et sous-payée.

Si cette première expansion permit aussi l'intégration de l'Ecosse et de l'Irlande – le « Royaume-Uni » est créé en 1801 – dans ce premier projet commun que fut l'empire, il ne faut pas éluder non plus le trouble héritage du cuisant échec de la révolution américaine et la douloureuse mémoire de l'esclavage. Le premier essor maritime et colonial britannique a donc contribué à forger l'identité impériale, mais il n'en a pas moins légué d'irréductibles ambiguïtés qui renvoient le mythe d'un empire libéral au magasin des accessoires idéologiques. ■



Jean-François Dunyach est maître de conférences à l'Institut de recherches sur la civilisation de l'Occident moderne de Sorbonne Université

Un commerce axé sur le continent

La géographie des échanges britanniques a toujours donné une plus grande part à l'Europe continentale qu'aux colonies ou aux pays tiers, rappelle l'historien Philippe Chassaing

Par PHILIPPE CHASSAING

Loin d'être partisans d'une « petite Angleterre », un certain nombre de militants du Brexit estiment que c'est l'Union européenne qui est trop petite pour leur pays. L'argument n'est guère nouveau : à la fin du XIX^e siècle, certains voyaient dans le rapprochement diplomatique entre la Grande-Bretagne et son empire d'un côté, les États-Unis de l'autre, la clef de l'hégémonie anglo-saxonne pour le siècle à venir. En 1944, Churchill rappelait qu'entre l'Europe et le reste du monde son pays choisirait « toujours le grand large ». L'entrée du royaume dans la Communauté économique européenne (CEE), en 1973, n'aurait alors été qu'une parenthèse regrettable. Cette assertion résiste-t-elle à une analyse fondée sur les faits historiques ?

L'Exposition universelle de 1851 illustra la suprématie économique mondiale de la Grande-Bretagne. Détentrice du leadership technologique, elle était aussi la première puissance commerciale au monde, en grande partie grâce à l'instauration du libre-échange en lieu et place du protectionnisme qui prévalait depuis le milieu du XVII^e siècle. Entre 1850 et 1910, importations et exportations furent multipliées chacune par plus de six. Les premières étaient principalement des produits alimentaires et des produits bruts nécessaires à l'industrie ; les secondes des produits manufacturés. Dans les années 1870, les exportations assuraient le quart du re-

venu national. La balance commerciale était toujours fortement négative, mais son déficit était largement compensé par les revenus des capitaux placés outre-mer.

La géographie des échanges montre toutefois que c'est l'Europe, et non l'empire, qui est, tout au long de cette période, le premier partenaire du pays, suivie par l'Amérique du Nord, les autres marchés notables étant l'Asie et l'Amérique latine. Quant aux capitaux exportés (3,8 milliards de livres sterling en 1913, soit le premier rang mondial), 47% seulement étaient placés dans l'empire. L'entre-deux-guerres a vu l'empire gagner en importance, notamment comme fournisseur, mais sans pour autant devenir majoritaire dans les échanges.

« UN GÉANT AU MILIEU DE PYGMÉES »

Au sortir de la seconde guerre mondiale, cet empire est amputé de 390 millions d'habitants par l'indépendance de l'Inde. La plupart des colonies nouvellement indépendantes, essentiellement africaines, souhaitent continuer à entretenir des liens avec l'ancienne métropole dans le cadre d'un Commonwealth où elles seraient associées sur un pied d'égalité avec le Royaume-Uni et ses Dominions (Canada, Union sud-africaine, Australie, Nouvelle-Zélande). Pour beaucoup de Britanniques, leur pays pourrait ainsi continuer de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Et le Commonwealth devient en effet le partenaire commercial majeur de la Grande-Bretagne (49% des importations et 54% des exportations en 1954).

Sur la base de ces certitudes, la Grande-Bretagne reste à l'écart du processus d'intégration européenne. Londres crée même un contre-feu en 1958, avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui l'associe à la Suède, la Norvège, le Danemark, la Suisse, l'Autriche et le Portugal, dans une aire de libre-échange résolument ouverte sur le commerce international.

Mais ce fut un échec : faiblement peuplés, ces six partenaires formaient un marché trop étroit, et la Grande-Bretagne était comme « un géant au milieu de Pygmées » (*The Economist*), au moment même où les échanges avec les pays du Commonwealth commençaient à reculer fortement (30% des imports et des exports en 1965), tandis que la part des échanges avec les États-Unis demeurait stable, autour de 10%.

Dès le début des années 1960, les entreprises britanniques commencèrent à faire pression sur le gouvernement pour qu'il envisage une entrée du pays dans la CEE. Ce fut chose faite en janvier 1973, alors que s'inversaient de plus en plus les tendances commerciales entre le Commonwealth et l'AELE (en déclin) et la CEE (en essor).

L'Europe a toujours constitué un partenaire essentiel, tendance qui s'est bien évidemment renforcée après 1973. Les anciens Dominions et les anciennes colonies ont entre-temps développé leur propre agenda, et rien ne prouve que les offres commerciales d'une Grande-Bretagne repartie « au grand large » y seront jugées pertinentes. ■



Philippe Chassaing est professeur d'histoire contemporaine à l'université Bordeaux-Montaigne